

Sept 2014 : pendant que les travaux commençaient : ils ont commencé par tout déforester, préparer l'endroit où devait se faire la digue. Ont même dessouché.

De sept à oct 2014 : occupation intense sur le terrain. Week-end étaient des picnics géants. Pendant la semaine, opposition physique pour freiner les travaux : « lutte des enterrés ». Tranchée dans laquelle s'enterraient les militants pour empêcher le passage des machines. Installation dans les arbres pour empêcher leur abattage.

25 oct 2014 : grand rassemblement, 7000 personnes. Manif sur 2 jours. Manif d'audience nationale. M. Valls avait annoncé qu'il était complètement investi et déterminé à faire aboutir ce projet. Se termine par la mort de Rémi Fraisse. Nous avons craint cet accident depuis le début de la manif. Deux visions de société qui s'affrontaient. Une fracture dans la population.

Dès le 8 sept : chasse aux bobos à coups de bars de fer aux militants qui étaient là.

Ce drame nous a ancré davantage dans la lutte.

Ségolène royal, dès le 8 sept avait dépêché des experts pour vérifier que « tout était correct ».

Le Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel (CSRPN) avait dit que ce n'était pas bon, mais feu vert quand même pour les travaux.

27 oct : ont fini par donner raison aux associations. Barrage surdimensionné, nuisible pour l'environnement, le milieu aquatique. Projet abandonné courant octobre / novembre.

15 janvier : S.Royal annonce que le projet est abandonné. Il n'était pas conforme à la directive européenne.

Le porteur du projet (département du Tarn), avait perdu 30 % du financement du barrage. Devait donc s'arrêter comme ça.

Jugement 11 juin 2016 : justice a annulé tous les arrêtés donnant l'autorisation.

Département a malgré tout voté un autre projet.

Christian Pince : leçon de la lutte : projet arrêté surtout après un mort, donc on ne peut pas parler de victoire.

Après projet de territoire : on a voulu y participer. Se battre pour quelque chose. Dialoguer avec es gens avec qui on est d'accord c'est facile, mais dans projet de territoire, il fallait parler à tout le monde. 6 ans qu'on se bat dans ce projet pour avoir une autre vision de l'agriculture et de la gestion de l'eau.

L'alimentation se fait par le Tarn et pas par la petite rivière. Mais il y a énormément de retenues qui se sont créées. Équivalent d'une retenue par agriculteur et de 2 par agriculteur irriguant. Beaucoup d'eau stockée, et on nous faisait croire qu'il n'y avait pas assez d'eau. Sur 6 ans, petit à petit, on arrive à ce que les idées fassent leur chemin. On avait une retenue de 1 million 500 000 m³, maintenant, on tourne autour de 170, 200 000 m³ à l'amont. On est arrivés à quelque chose de raisonnable.

On est pour une meilleure répartition et des retenues qui n'atteignent pas les zones humides. Pour des retenues qui soient déportées du cours d'eau, et dans des quantités raisonnables.

Cet hiver, des retenues pour l'eau potable ne pouvaient plus se remplir. Hiver secs.

Bon espoir qu'un accord puisse se faire. Accord global sur agroécologie, circuits courts. Reste la question que ce ne soit pas sur la zone humide du Testet. Pas gagné mais possible.

Lucile Richard et Anne Rizzolo, Bassines Non Merci (BNM) : comment se profile la mobilisation actuelle ?

Anne Rizzolo : collectif composé de plein de gens, assos, politiques, sensibilités différentes.

Portés par une conviction commune : qualité de l'eau, mettre fin à un modèle agricole productiviste.

BNM 79 : à l'origine il y avait 19 projets de bassines. 3 retoqués, il en reste encore 16.

Trois autres collectifs : BNM Aume couture, BNM 86, BMN Haute vienne, d'autres naissent au fur et mesure que des projets de bassines arrivent...

A BNM 79, nous faisons très régulièrement le point sur la gestion de l'eau. Plusieurs travaux en parallèle :

- Grosses manif et actions diverses.
- Travail de fond pour sensibiliser la population autour de chez nous.
- Groupes de travail pour monter en compétences, avoir les meilleurs arguments. BRGM : reprend argumentaire des pro bassines.
- Groupe pour bien comprendre gestion de l'eau, comment s'articulent les décisions.
- Groupe sur les pratiques agricoles sur le territoire.

Lucile Richard : novembre 2017, première grande mobilisation via une action de grande chaîne humaine autour de la parcelle en projet. 1500 personnes pour faire tout le tour.

Puis 3 mobilisations organisées en 2018, appelés « waterstock » :

- mars : marche des pigouilles à Mauzé
- juin : vague citoyenne à La Garrete dans le Marais Poitevin
- novembre : à Niort pour dénoncer protocole d'accord programmé pour décembre.

Fin 2018 : signature du protocole d'accords, passé de 16 à 19 bassines dans le projet. Il faut alors se conformer à des compensations pour avoir accès à l'eau. Le protocole nous a fait perdre un certain nombre de partenaires, comme notre députée Delpine Bato, des assos environnementales. Qui ont voulu croire à ce projet, mais en sont revenus depuis.

Puis autre forme d'actions : Mauz'ad, pas très loin de la parcelle où était projetée la construction de la réserve SEV17. Petits noms des méga bassines.

2019 : marche de la convergence à Melle, patrie de Delphine Bato. Inauguration du « Delphinarium », avec les gilets jaunes.

2020 : assemblée des habitants de la terre. Réunions en visio jusqu'au Waterstock n°7. Rassemblement de plus de 7000 personnes. José Bové était là aussi.

Puis pétition au Parlement européen dénonçant le non respect de la directive européenne cadre sur l'eau, et d'autres directives. 9 directives dénoncées. On nous a répondu qu'au moins 6 directives sur ces 9 n'étaient effectivement pas respectées par la France.

Mars 2021 : autre action dans la chambre d'agriculture : pas très bien perçu par le président de la chambre. Pour demander les documents relatifs aux projets. La Préfète avait 2 mois pour les fournir. Ne l'a toujours pas fait. L'État ne respecte pas le jugement.

Travail auprès des élus locaux pour obtenir une motion. Une quarantaine de communes ont signé cette motion.

Juillet 2021 : marche nocturne. On présentait l'imminence des travaux.

Sept 2021 : les engins de chantiers débarquent sur la SEV 17. début du rapprochement avec les Soulèvements de la Terre.

Novembre 2021 : mobilisation à « Mauzé sur les bassines » (3 prévues là-bas). A cause de l'interdiction, la manif a bifurqué à une bassine interdite après. Démontage d'un bout du tuyau. Jugé illégal par la suite.

Janvier 2022 : une centaine de personnes pour une randonnée pédagogique. Parcelles semées maïs azoté, engrais à moins de 20m du captage d'eau.

Mars 2022 : assemblée des rivières.

Août 2022 : descente de Sèvres en canoë jusqu'à Niort

Octobre 2022 : les travaux d'une nouvelle bassine commencent : Sainte Soline. Plus personne n'ignore ce qu'est une méga bassine.

2023 : Jugements de personnes et condamnées, simplement pour avoir participé à des manifs.

On continue le volet pédagogique.

Mars 2023 : mobilisation + grand évènement sur l'eau.



Où en est-t-on ? Pour l'instant pas trop d'espoir pour que cela change. Il y a eu renouvellement du SAGE au mois de juin. Encore beaucoup trop d'élus qui siègent dans cette commission en y ayant des intérêts (incompatibles avec mission d'intérêt général).

Plusieurs recours juridiques, dont un contre le financement des bassines par l'Agence de l'eau. Instruction close, on attend une date de jugement.

Une mission d'information portée par le député Loïc Prud'homme, entre 2019 et 2020 sur la gestion des conflits d'usage en situation de pénurie d'eau, une commission d'enquête parlementaire par Mathilde Panot en 2020 relative à la main mise sur la ressource en eau par les intérêts privés et ses conséquences. Beaucoup de choses se sont passées mais pour l'instant, nous ne sommes pas tout à fait satisfaits.

Anne Rizzolo : notre visibilité a néanmoins fortement augmenté. La Conf' nous a fait remonter que beaucoup de jeunes agriculteurs se mobilisent de plus en plus. La LDH (Ligue des Droits de l'Homme) constate aussi de plus en plus de soutiens. Les pro bassines se plaignent de la pression qui commencent à peser sur eux.

Paradoxe institutionnel : affiche transition écologique, mais noyautage organisé. Seule la voix de agro-industrie est prise en compte. Pacte de non agression entre les gens gérant ces instances. Conflits d'intérêts.

Le protocole rediscuté est présenté comme un projet de territoire.

Stéphane Galais : pas d'eau pas d'agriculture, pas d'agriculture pas d'alimentation de qualité. Problématique prégnante partout. Sécheresses se multiplient. Vrai combat pour la subsistance des paysans et des citoyens. Problèmes permanents : qualité et pollution.

L'abreuvement des animaux est déjà un problème sur certains territoires.

7 % de la SAU (Surface Agricole Utile) est irriguée : 40 % de maïs, 25 % de céréales, 15 % de fruits et légumes.

Vrai accaparement de la ressource. D'abord un problème d'inégalité d'accès à la ressource.

Combat central. Protéger, partager la ressource.

Vrai problématique avec l'équilibre à trouver avec le tourisme: le robinet à St Malo a déjà été coupé. Mettre la priorité pour l'eau nécessaire à la production de notre alimentation.

Il faut baisser les volumes d'arrosage. Pas d'irrigation sur les cultures énergétiques. Vraie problématique avec développement de la méthanisation partout. Va entrer en concurrence avec cultures dédiées à l'alimentation.

Transparence sur les volumes. Mettre des compteurs pour pouvoir le vérifier.

Financer des pratiques agricoles pour maintenir l'eau dans le sol.

Accorder dans la gouvernance de l'eau une plus grande place aux d'autres instances.

Sortie du droit de propriété pour l'accès à l'eau et construire un droit d'usage.

Continuer la lutte.

RÉPONSES QUESTIONS :

En lien avec l'actualité sur les Soulèvements de la terre : séisme dont l'épicentre était à Mauzé sur le mignon : coïncidence ? Le manque d'eau, la sécheresse, créent un affaissement petit à petit, qui peut contribuer à provoquer des séismes. Fait scientifique.

Darmanin est sur le coup aussi. Il veut « dissoudre les tremblements de terre ».

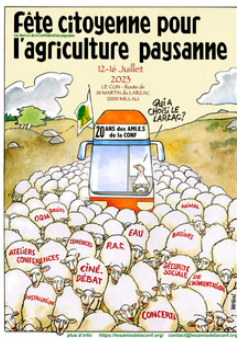
Pour les personnes jugées au mois de janvier : condamnation de 10 mois de prison avec sursis, pour participation à une manifestation en vue de commettre des dégradations. + petites amendes, prises en charge par une cagnotte de solidarité.

8 sept 2023 : procès important à venir, pour les membres de la Conf' et de BNM, poursuivis pour manifestations interdites. Cela fait partie de la lutte. C'est parce qu'il y a une répression qu'il y a visibilité. Mettre en lumière le 8 sept et la tracto vélo « Convoi de l'eau » au mois d'août.

Leur but est de nous faire peur. Mais eux ont peur aussi en face.

Bassines : 1000 au niveau national. Trop.

Véolia / régie : pas simple comme question. Les citoyens qui se retrouvent à gérer l'eau via les régies n'ont pas forcément les compétences pour. Demandent plein d'études, mais il n'y a pas de suivi général. Il faudrait des instances plus globales qui permettent de gérer un peu mieux.



20 ANS DES AMI.E.S DE LA CONF'

L'agriculture paysanne peut-elle nourrir le monde ?

Avec : Marc Dufumier, agronome et enseignant chercheur
Silvia Perez Vitoria, économiste, sociologue et documentariste
Jacques Caplat, paysan agronome et ethnologue

A retrouver en replay : <https://youtu.be/64f4mFf-fSM>

Introduction par Francine Narbal

A cette grande question : l'agriculture paysanne peut-elle nourrir le monde ? La majorité d'entre nous ici en est sans doute persuadée, mais vous avez peut-être des amis, des connaissances, qui vous ont dit : l'agriculture paysanne, le bio, le local, c'est très sympa, mais jamais vous ne pourrez nourrir jusqu'à 9 milliards de personnes.

Alors un postulat de départ : oui, l'agriculture paysanne peut nourrir le monde. Mais quels sont les obstacles ? Comment l'agriculture paysanne peut-elle nourrir le monde ? Leviers ?

Marc Dufumier, agronome, enseignant chercheur, qui a dirigé la chaire d'agriculture comparée et de développement agricole à AgroParisTech, écrit de nombreux ouvrages.

Va nous aider à définir l'agriculture paysanne et quels sont les objectifs et moyens pour nourrir sainement la population mondiale.

Marc Dufumier : l'agriculture paysanne ne se limite à pas à l'agriculture nourricière (fonctions paysagères, sanitaires, environnementales, etc).

En face on nous dit que si on veut remplir toutes ces fonctions, on n'arrivera jamais à nourrir le monde.

Objectif : nourrir correctement, sans perturbateurs endocriniens dans la nourriture, sans dioxine dans les poulets etc., en quantité et en qualité.

840 000 millions de gens n'ont pas quotidiennement leur 2200 kcal.

Malnutrition : 1 milliard sont carencés en qualité alimentaire.

L'espérance de vie réduite n'a rien à voir avec le nombre de denrées alimentaires disponibles.

Pourquoi n'accèdent-ils pas à cette nourriture ? Parce qu'ils n'ont pas les moyens et sont obligés de se tourner vers l'aide alimentaire.

Parallèlement, le paysan brésilien qui désherba ses parcelles a été remplacé par du désherbant, est parti se loger dans des bidonvilles, n'a pas trouvé d'emploi, et n'a donc pas de revenu pour acheter du soja brésilien qui nourrit nos cochons.

Nos cochons sont plus riches que des pauvres brésiliens. Autrement dit, nos usines à aliment pour bétail sont plus solvables qu'un brésilien au chômage.

Cette extrême pauvreté provient très largement du fait que nous exportons à vil prix. Quand nous exportons ça au Sénégal à des producteurs de mil et de sorgho, eux qui désherbent et récoltent à la main là-bas, n'arrivent pas à être compétitifs avec nos moissonneuses batteuses.

Exemple : Deux sacs de riz qui se vendent au même prix sur le marché mondial : le sac de riz de cette femme qui repiqué le riz à la main, pas plus d'un demi hectare, pas plus d'une tonne à l'hectare, ça fait quand même 500kg de paddy (riz non décortiqué), et 400 kg de riz décortiqué. Avec ça on peut nourrir 2 personnes. Mais il faut vendre une partie de ce riz pour acheter des produits de première nécessité. Sauf que quand la femme sénégalaise va vendre son riz, juste à côté il y a le riz (thaïlandais, d'Arkansas, très peu de riz de Camargue...), qui n'est pas du riz repiqué à la main. 1 actif dans l'Arkansas a produit mille fois plus en productivité brut que la femme qui a repiqué 1 demi hectare / 1 tonne. 1000 fois plus de productivité brute.

Mais l'activité de l'exploitant agricole productiviste est destructrice. La seule valeur ajoutée est donc la soustraction entre ce qui a été produit (les 500 tonnes) et ce qui a été détruit (les engrais, les pesticides, les carburants qui ont brûlé, les tracteurs qui se sont usés)

Les 4/5 d'un producteur productiviste dans l'Arkansas, c'est pour couvrir les coûts de ce qu'il a détruit. La valeur ajoutée n'est qu'1/5 : 100 tonnes. Mais 100 tonnes, c'est 200 fois supérieur aux 500 kilos de cette femme qui a repiqué à la main.

Ces deux sacs se vendent au même prix. Alors que la femme a travaillé 200 fois plus, et qu'elle accepte, pour pouvoir acheter ses produits de première nécessité, de vendre son riz en acceptant un revenu 200 fois inférieur. Il nous faut à tout prix arrêter d'urgence ce cirque. Il faut que les peuples des pays du sud aient le droit de se protéger contre les excédents des pays du nord et que nous puissions nous protéger nous puisque nous sommes très lourdement importateurs (les protéagineux, le soja et tourteaux de soja en provenance des Amériques).

Produire un peu moins mais mieux chez nous, et autoriser les pays du sud à produire davantage et bien, sans rien détruire là-bas, c'est la thèse qu'il nous faut défendre.

Est-ce que techniquement c'est possible ? Oui, on peut nourrir bien plus que 10 milliards d'habitants sur la planète en pratiquant des formes d'agriculture « intensives à l'hectare ».

Préserver les milieux naturels. Ne pas déforester les forêts amazoniennes, congolaises. C'est sur les terres agricoles déjà existantes que nous allons essayer de nourrir durablement et correctement l'humanité, tout en assurant les prérogatives de la paysannerie (paysagères, environnement, séquestration du carbone par les sols, moins d'émissions de protoxyde d'azote. Un seul et même combat : la nourriture avec des formes d'agriculture inspirées de l'agroécologie, et la défense des paysages, de la biodiversité, de notre santé, et la durabilité. Objectif : pas de préjudice pour les générations futures.

On a besoin d'énergie pour notre alimentation. On m'a raconté qu'il n'y aura pas de pénurie d'énergie solaire avant des milliards d'années : miser sur un usage intensif de cette ressource à l'hectare de cette ressource gratuite (en parallèle de lutte pour l'accès au sol). Avoir une couverture végétale verte la plus totale possible et une association de végétaux astucieuse comme savent le faire de nombreux paysans.

Les agriculteurs doivent être rémunérés pour ce service d'intérêt général qui contribue à maintenir les sols, préserver la biodiversité, etc.

Que la plante soit correctement alimentée en eau, de pluie, emmagasinée dans le sol, pour se nourrir l'été.

Ex avec le maïs. Fallait-il faire venir une plante maïs d'un pays chaud, ici ?

Labour en pleine journée : fait du tort aux verts de terre.

Avoir un sol poreux. Humus des sols retient l'eau.

Besoin de protéines, molécules azotées.

Arbres, haies, semences paysannes.



Difficulté : rajouter de l'azote sur un nitrate de carbone, c'est coûteux.

Utiliser encore des énergies fossiles dans le contexte d'aujourd'hui, c'est absurde.

Tous les paysans connaissent le rôle joué par les légumineuses.

Pourquoi en France on est dépendants des 2/3 des importations en protéines ?

Retrouver notre souveraineté protéinique. Protéines françaises sur des sols français avec de l'azote français. « Plus franchouillard que Zemmour : Marc Dufumier ! »

La vraie inquiétude est sur les éléments minéraux. Il y en a beaucoup, mais pour l'essentiel c'est dans la roche. Phosphore à faible dose. Tant qu'on dépend de l'énergie fossile, pas possible.

Aller vers une agriculture intensive en mésanges bleues, qui vont s'occuper des papillons de nuit, etc..

Recherche de variétés tolérantes, adaptées à notre territoire.

Récupérer des semences paysannes.

Il n'y a pas d'opposition du discours scientifique avec la restauration de savoirs faire.

Alors me direz-vous, la question est : pourquoi a-t-on fait tout le contraire ? Qu'attend on pour que ça change ?

Jacques Caplat : transposer des espèces en dehors de leurs milieu naturel n'est jamais facile. Agronome au départ, et anthropologue désormais. Président de l'IFOAM France (Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique).

Un des fondateurs du Réseau semences paysannes, avec Guy Kastler, il y a pile 20 ans également. Même âge que les Ami.e.s de la Conf'.

L'agriculture n'existe pas. Des agricultures.

C'est en voyageant qu'on s'est rendu compte qu'il y avait d'autres cultures agronomiques. L'anthropologie m'a aidé. L'agriculture au singulier n'existe pas. Elle a été inventée dans l'humanité une trentaine de fois au moins, certaines avec des liens, d'autres strictement aucun.

L'agriculture de Mésoamérique n'avait aucun lien avec l'agriculture d'Afrique de l'Est, car à l'époque il n'y avait pas de déplacement humain entre ces 2 espaces. Des formes d'agricultures différentes ont donc été inventées. Chaque territoire a une agriculture spécifique.

Une des clefs de la compréhension : démythification d'un certain nombre de choses.

On a imposé depuis des milliers d'années une agriculture basée sur des aberrations. Pourquoi on ne pratique pas les principes agronomiques qui ont été décrits, c'est parce qu'il y a une histoire particulière.

Une agriculture apparue sur le croissant fertile (Liban, Syrie, Irak actuels). Là qu'est apparue une agriculture parmi 30 : celle qui a gagné l'Europe et celle que l'Europe a imposé au monde. Cette agriculture domine le monde, pour des raisons historiques : c'est l'agriculture qui a colonisé le monde, l'Europe.

Il y a une histoire, des gens qui croyaient en ce qu'il faisaient à l'époque.

Notion de temps, notion d'espace.

On a fait une erreur culturelle, scientifique de croire qu'on pouvait appliquer une équation à toutes les agricultures, qui sont un système vivant.

Il y avait une logique européenne à avoir fait ça. Il y a eu une volonté de rationaliser cette agriculture par des cultures pures, avec de la mécanisation.

Dans un milieu tempéré, il était possible de reproduire les conditions idéales de la sélection, à condition d'irriguer, de mettre des pesticides, etc.

On continue parce qu'on est pris dans un système capitaliste, faire grossir les multinationales, etc.... Tout ce qui détruit l'agriculture, c'est ce qui détruit le monde.

Différence importante :

Autarcie : fermé sur soi même.

Autonomie : pas du tout en vase clos. C'est simplement être maître de ses choix.

A l'échelle d'un espace qui va se mettre en cohérence. Comme quand des groupes de paysans en Afrique vont s'organiser. Vont créer une autonomie.

C'est bien un lien étroit entre paysans, occupation du territoire, imbrication avec l'ensemble des citoyens. Société.

Agriculture, ne concerne pas seulement l'alimentation.

Nous voulons être autonomes pour l'air, l'eau, le climat. C'est ça la souveraineté alimentaire.

Nous peuple du monde.

Nous devons garder la maîtrise politique : agri-culture.

On ne peut avoir de développement que si ce sont les populations concernées qui définissent leurs propres objectifs.

Sociologiquement, on sait aussi comment le faire, pourquoi on ne le fait pas ?

Causes communes, solutions communes.

Enjeu : une agriculture qui soit capable de remettre en lien les paysans et des conditions physiques, agronomiques, biologiques. Pas un hasard si rejoint également visions des autochtones.

Toutes ces démarches là se rejoignent.

Enjeu derrière : émancipation.

Question : avoir une agriculture qui va produire beaucoup avec très peu d'humains dans un contexte de chômage de masse : est-ce utile ?

Pas convaincu. Il faut reprendre le contrôle de nos vies à l'échelle collective.

Silvia Perez Vitoria : les agricultures paysannes ont survécu. Malgré une extrême violence.

L'écrivain John Berger parle d'une classe de survivants.

Incompatibilité entre les agricultures paysannes et l'autre.

L'une est extrêmement destructrice, les agricultures paysannes essaient de se maintenir et nourrissent 70 % de l'humanité sur 35 % des terres agricoles. On voit déjà qui nourrit.

Le contexte : les rapports de force en présence : jusqu'à la seconde guerre mondiale, cette agriculture était majoritaire. La motorisation, mécanisation, recherches en génétique, libéralisation des échanges ont conduit à une destruction très importante des agricultures paysannes.

L'image du paysan a été remplacée par celle de l'agri-manager, de l'exploitant agricole. Dont le seul but est d'être compétitif et de gagner sur les autres (gagner de l'argent et essayer de conquérir les marchés).

Les agricultures paysannes semblent apparaître comme des symboles du passé, ce qui n'est pas du tout le cas.

Cette modernisation de l'agriculture a conduit à un énorme complexe agro-industriel, qui a annexé l'agriculture paysanne. Elle fait maintenant partie d'un tout sur lequel elle a de moins et moins de marge de manœuvre et d'autonomie.

Modernisation s'est faite dans une cogestion entre l'État et les syndicats majoritaires. Nous avons l'apanage dans le monde de la quantité d'instruments technocratiques qui se permettent de gérer / d'intervenir dans l'agriculture, en ayant pour objectif cette trilogie promue par les institutions :

- rendement
- marché
- progrès technique

La FAO a joué un rôle très important dans la destruction des agricultures des pays du sud.

Aucun État dans le monde ne donne la priorité à l'agriculture. De repenser l'organisation de la société à partir de l'agriculture. C'est dans ce contexte que nous sommes.

Mais ces dégâts commencent de plus en plus à apparaître de manière plus importante qu'il y a 40 ans. Maladies, suicides de paysans n'est qu'un symptôme d'une situation arrivée à ses limites.

Profondeur de champ historique. Les luttes n'arrivent jamais comme ça. Les révolutions russe et mexicaine étaient paysannes.

Efficacité des luttes stratégiques : la terre est utilisée pour beaucoup de choses : urbanisation, extractivisme. 40 % des terres agricoles sont préemptées pour en faire des mines. Il va falloir choisir entre le pain et le smartphone. C'est un choix qui arrivera peut-être.

Ex : il y a quelques années, au Vietnam, une entreprise taïwanaise a installé une entreprise sidérurgique : en s'installant, elle a contaminé énormément les eaux, notamment les eaux de mer, et détruit des milliers de poissons. Les pêcheurs n'avaient plus de quoi vivre. Un ingénieur de l'usine a dit aux vietnamiens : « il va falloir que les vietnamiens choisissent choisir entre les poissons et l'acier . » Il a été viré après.

Terres agricoles ont tendance à devenir rares.

En économie, la terre est intéressante car elle prend de la valeur. En Amérique latine notamment, des fonds extérieurs à l'agriculture accaparent des terres.

« On installe des panneaux solaires sur les champs, et de l'agriculture sur les toits, il y a quelque chose qui va pas . » > un spécialiste de l'agroforesterie.

Lutte stratégique :

- la préservation des terres
- les semences : phénomène stoppé / privatisé depuis les années 60. Puis les catalogues ont amené à une privatisation des semences. Il est maintenant question de survie de l'humanité.
- savoir et savoir faire paysans : littéralement dévalorisés / éliminés. Très important.
- question des échanges : libéralisation = facteur très important d'élimination des paysans, relocaliser la transformation. Aucune agriculture paysanne ne colonise personne : bon atout à valoriser.
- la vocation nourricière : la promotion de l'exportation et de la monoculture pas la solution.

Via campesina : plus grand mouvement au monde. 200 millions de membres.

La déclaration de l'ONU sur les Droits des paysans - UNDROP - : tout est décrit dans ce traité. Partie d'un petit syndicat paysan d'Indonésie.

Les agricultures paysannes commencent à intéresser davantage les gens, à être mieux connues. Toutes les luttes contre l'artificialisation des sols. Agriculture y a toujours une place. Agriculture paysanne doit être au cœur de ces réflexions.

Mais conduit à beaucoup de détournements et d'attaques : la Cellule demeter, la dissolution des Soulèvements de la Terre.

Souveraineté alimentaire inventée par 1996, détournée par la FNSEA qui a fait un manifeste (qui dit que ça doit servir à exporter).

Il y a eu des luttes gagnées :

- luttes pour la terre au Brésil : 350 000 familles qui ont pu s'installer sur 8 millions d'hectares
- réseaux de semences paysannes : constitution d'une véritable alternative à la privatisation des semences.
- écoles paysannes créées un peu partout
- relocalisation de productions
- nouvelles solidarités : importance de la prise de conscience que les luttes sont les mêmes entre ouvriers et paysans.

Idée que les luttes sont les mêmes entre ouvriers et paysans est très importante.

- Mouvement des sans terre
- Zapatistes au Mexique

> récupérer des territoires, reconstruire une société.

Reste du chemin à parcourir : être plus offensif (eux le sont), convaincre les adeptes de l'agriculture industrielle qu'il n'y a pas d'avenir. Multiplier les installations. Remettre systématiquement en cause les traités de libre échange. Redonner une centralité aux agricultures paysannes.

Impression que les luttes sont dispersées (eau, territoires...). Toutes ces luttes là sont fédérées par l'agriculture paysanne.

Ouvrir réflexion sur le développement et le progrès.



RÉPONSES QUESTIONS :

Sylvia Perez Vitoria : écoles paysannes : existe beaucoup en Amérique Latine. Avec un volet politique et une partie directement liée au contexte local.

Jacques Caplat : mettre les paysans en lien entre eux. CIVAM. Dimension de savoir importante. Savoirs incorporés. Partagés. Savoirs qui s'élaborent. La sélection paysanne est basée sur des savoirs. Observations. Hypothèses. Déduction. Démarche de construction de savoirs. Et pas seulement des savoir faire.